

*Initiatives ministérielles*

lars au maintien de ce contingent en Europe, qui n'a plus aucune valeur sur le plan militaire.

Je dis que, dans les circonstances, c'est tout simplement immoral. Si vous ajoutez à cela le coût du maintien au Canada de l'infrastructure de soutien nécessaire au contingent européen, vous constaterez que ce prétendu engagement envers l'OTAN engloutit en fait 40 à 50 p. 100 de notre budget de défense. J'avance que c'est dans l'intérêt du Canada de mettre fin à la participation militaire des Canadiens et des Américains en Europe et de laisser aux Européens la responsabilité de régler les questions de sécurité qui les concernent ainsi que de voir à l'ensemble des points qui restent à régler à cet égard.

Nous devrions participer aux discussions sur le cadre de coopération et conserver notre place à la table des négociations, du simple fait de nos rapports de longue date avec l'Europe, mais nous n'avons pas besoin de l'OTAN pour ce faire. Il existe d'autres tribunes.

Permettez-moi de traiter, dans la mesure du possible, la question de la dissuasion nucléaire. Comme je l'ai déjà mentionné, certains prétendent que, d'une manière ou d'une autre, si des militaires américains restent stationnés en Europe, ils lui assureront une certaine protection puisqu'ils maintiendront la capacité dissuasive de l'arme nucléaire américaine.

Je me permets d'affirmer que le temps est venu de s'en prendre franchement à l'immoralité et à l'impraticabilité de toute la stratégie de dissuasion par des moyens nucléaires. Sur le plan de l'impraticabilité, l'Union soviétique et même d'autres pays possédant une arme nucléaire capable d'attaquer l'Europe ou toute autre région du monde, ont découvert que c'est une menace en l'air. Elle ne peut pas être mise à exécution. Elle coûte cher. Elle représente un danger pour l'environnement de son propre pays. C'est une menace qui ne se matérialisera jamais.

Même si cet argument ne passe pas, il y a toujours celui du reste de la force de dissuasion américaine. Il est clair qu'en fin de compte l'Union soviétique n'aura aucune intention d'utiliser l'arme nucléaire contre l'Europe occidentale ou l'Europe tout court, car elle en fait partie.

Lors du séjour du comité du SCRS à Washington plus tôt cette année, nous avons rencontré des hauts dirigeants de la CIA ainsi que d'anciens membres de celle-ci qui se tenaient au courant de la situation. Leur point de vue était que l'Union soviétique s'intégrerait économiquement et politiquement à l'Europe d'ici dix ans. C'était en mars. Aujourd'hui, il semble que ça va prendre beaucoup moins de temps.

Compte tenu des investissements et des bouleversements politiques en Europe et en Union soviétique, ainsi que de la collaboration qu'on observe entre celle-ci, la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne dans la crise du Golfe, il est très évident que l'Union soviétique réagit de la même façon que les pays de l'Ouest dans ces crises internationales et qu'elle a les mêmes intérêts qu'eux. Elle diffère d'opinion sur des points de détail, mais dans l'ensemble elle soutient la même chose et défend les mêmes intérêts. Il ne sert plus à rien de maintenir la dissuasion nucléaire.

Il nous reste donc à déterminer comment nous parviendrons à atteindre les objectifs que nous visons en Europe. La CSCE fournit un cadre à ces discussions, et la motion dont nous sommes saisis favorise ce processus. Il importe que le gouvernement aille un peu plus loin qu'il l'avait prévu et qu'il dise, au sein des conseils de la CSCE, que le Canada considère que l'un des objectifs des discussions en cours est que l'OTAN soit démantelée graduellement, comme c'est le cas du pacte de Varsovie. Le temps est venu d'adopter comme politique le démantèlement de l'OTAN.

Le Canada devrait aviser les intéressés qu'il ne participera plus aux activités de l'OTAN, déclarer que cet organisme est devenu inutile et qu'il n'a plus sa place dans les discussions régionales et internationales, et annoncer qu'il va retirer ses troupes de l'Europe parce qu'il y a mieux à faire avec l'argent qui est maintenant consacré au maintien de troupes en Europe. Il s'agit d'une politique importante et je crois que si le gouvernement ne l'accepte pas aujourd'hui, il devra se résoudre à le faire demain. Il serait utile que le gouvernement agisse plus rapidement au lieu de se laisser encore une fois dépasser par les événements.

Il serait utile aussi que le Canada prenne des initiatives pour maintenir cet élan dans les efforts pour bâtir un monde plus sûr, un monde où le désarmement est enfin accepté, un monde qui ne cherche plus à garantir sa sécurité en mettant sur pied des armées énormes mais